

Faribole sur un appel au meurtre



Capture d'écran de la page de Dar al-Islam appelant au meurtre de Rachid Abou Houdeyfa

Le 20 août 2016 a paru le numéro 10 de Dar al-Islam, publication en ligne officielle, en langue française, de l'Etat islamique – alias EI ou Daesh. En page 47 de cette édition figure l'appel à tuer l'imam brestois Rachid Abou Houdeyfa. Le 22 au matin, nous écrivons ces lignes sans qu'aucun personnage officiel de la République ni aucun média de premier plan ne se soit, à notre connaissance, manifesté à ce sujet (1).

L'appel au meurtre publié par Dar al-Islam est assorti d'une photo de Rachid Abou Houdeyfa, de l'adresse de sa mosquée, d'une vue satellite Google Maps et de la mention « imam de l'apostasie vendant sa mécréance avec éloquence ». Il est reproché à l'imam « son appel à voter aux élections françaises et à participer au système démocratique », « son invocation en faveur du taghut (2) du Maroc » pour avoir écrit sur sa page Facebook « le roi du Maroc (que Dieu le protège) », et le fait qu'il se réfère à la loi française, qu'il appelle à respecter. Suit une mention visant à motiver l'appel au meurtre, titrée « jugement légal », où sont cités le prophète Mohammed ainsi que les théologiens Ibn Qudamah al-Maqdisi et Ibn Taymiyya, à propos de l'apostasie et du fait d'être apostat « en terre de mécréance ». L'idéologie jihadiste considère tout autre fondement légal que la charia – démocratie, constitution, législation – comme de l'idolâtrie. Elle voit en tout musulman y adhérant un apostat.

Il n'est pas question ici d'entrer dans le débat sur la

doctrine que professe l'imam Abou Houdeyfa. Il est évident que la critique de son discours relève du droit de chacun d'avoir une opinion et de l'exprimer. Il est tout à fait clair qu'il n'incarne pas la vision la plus communément admise par le gros de l'opinion publique en France de la religion – musulmane ou autre. En somme, libre à qui veut de rejeter son discours, sa doctrine, et même, s'il le souhaite, de le combattre sur le terrain argumentaire. Reste qu'un citoyen français fait l'objet d'un appel au meurtre par une organisation terroriste contre laquelle nous nous trouvons en guerre – un état de guerre incontestable car revendiqué par les deux parties. En guerre, au-delà des niaiseries manichéennes, il convient de faire le nécessaire pour... gagner, par exemple.

En gardant un silence confus, en ne condamnant pas cet appel au meurtre, en le mettant sous l'éteignoir, la France, son exécutif, sa classe politique et ses médias commettraient une erreur stratégique fondamentale. Daesh a explicitement condamné à mort un imam français parce qu'il a appelé à participer au système démocratique et à respecter la loi. S'il n'est pas soutenu par la voix et la force publiques au même titre que n'importe quel autre citoyen menacé de la sorte, nous adresserons un message à tout un auditoire musulman, et pas seulement parmi ceux qu'attirent les interprétations rigoristes de l'islam : *qu'importe que vous appeliez à une pratique respectueuse des lois et des institutions de la République, la France ne vous soutiendra pas face aux terroristes car elle ne vous aime pas.* Au-delà même de la dimension morale de la question, cela revient à livrer à l'ennemi une sérieuse base argumentaire illustrée par l'exemple. L'exemple d'une République dont les voix officielles martèlent qu'il faut combattre les jihadistes aux côtés des musulmans, mais dont les actes projettent une réalité quelque peu différente.

Il est urgent de cesser d'attendre, car il n'a pas encore été donné corps à l'appel au meurtre. Celui qui visait Charb a été

publié par Al Qaeda en mars 2013. On n'avait d'ailleurs guère attendu pour en informer le public (3). Et s'il a fallu près de deux ans, à l'époque, pour que l'assassinat ait lieu, il y a fort à craindre que les délais de réaction des candidats à l'acte terroriste sur le sol national aient considérablement rétréci depuis. Il faudrait alors gérer à la fois le drame et ses conséquences. Ces dernières seraient lourdes. Gouverner, c'est faire des choix. Celui de l'unité devrait aller de soi, surtout « en temps de guerre ».

Jean-Marc LAFON

1. *A l'heure où nous publions, BFMTV vient de se manifester sur le sujet : Daesh appelle au meurtre de Rachid Abou Houdeyfa, imam de Brest – Paul Aveline pour BFMTV : <http://www.bfmtv.com/international/daesh-appelle-au-meurtre-de-rachid-abou-houdeyfa-imam-de-brest-1028447.html>*
2. *Taghût : le terme désigne, sur le plan politique, toutes les lois autres que celles d'Allah (la charia), par nature illégitimes, ainsi que ceux qui gouvernent selon ces lois.*
3. *Charb dans le viseur d'Al-Qaida – Guillaume Novello pour Métro News : <http://www.metronews.fr/info/al-qaida-cible-le-caricaturiste-charb-charlie-hebdo/mmcc!x06QXaAzDg5s/>*

[ARCHIVES] le pourquoi des attentats terroristes en France en 2015

Pour commencer une série de billets analysant les attentats jihadistes en France, un billet publié sur le blog de Paul

Jorion, et sur mon blog Mediapart sous le titre : un attentat en France : pourquoi faire ? le 11 juin 2015.

Il s'agissait d'analyser la question des objectifs opérationnels et politiques poursuivis par les jihadistes lorsqu'ils cherchent à frapper la France par des attaques terroristes, qui constituent l'un des modes de leur action militaire. Ce billet rédigé à la suite des événements de janvier 2015, dont nous commémorant aujourd'hui-même le premier triste anniversaire, me semble constituer une bonne base pour pousser la réflexion plus loin, même s'il mérite des corrections et des précisions, ainsi qu'une mise à jour pour 2016 qui feront l'objet d'un autre billet à suivre.

Si l'on part du principe avéré que l'action des jihadistes, qu'il s'agisse d'Al Qaida comme de Daesh, obéit à une logique et une rationalité, il est alors possible de concevoir un véritable modèle expliquant les attentats terroristes organisés ou projetés en France, et permettant même de les prévoir.

Cela suppose d'essayer de tenir compte de ce que font les jihadistes, de leur conception du monde, de leur méthode de pensée et d'action mais surtout en intégrant leurs objectifs. Une telle analyse ne vaut bien évidemment aucune adhésion, ni validation des crimes qu'ils commettent.

Les jihadistes défendent une conception particulière de l'islam, qui est réduite à la notion de jihad physique et matériel, avec ce que cela implique de violence. Il n'est pas dans notre propos de questionner la légitimité d'une telle vision au regard du Coran, mais en revanche de relever deux éléments clés de la pensée et de l'action jihadiste :

– le jihadiste s'estime « l'avant-garde éclairée » de la communauté des croyants (la « Umma »), qu'il doit guider et défendre vers la pureté d'une pratique de l'Islam (aujourd'hui essentiellement basée sur la Shari'a et les

préceptes takfiristes ou salafistes) ;

– le jihadiste doit aussi propager la vraie foi sur toute la terre et donc convertir l'ensemble de l'humanité (il existe de nombreuses variantes sur la méthode plus ou moins coercitive de cette conquête).

Dans ce cadre de pensée, la société française de 2015 peut donc être séparée en 3 groupes distincts :

– la population non-musulmane : par définition ennemie, elle doit être combattue ;

– la population musulmane : par définition ignorante du danger qui la guette, on doit lui dévoiler qu'elle est menacée par un ennemi, puis la mobiliser pour sa défense et/ou la conquête du pays ;

– la sphère jihadiste (appelée aussi jihadosphère) : constituée des sympathisants directs du jihad, elle a un effectif très minoritaire. Il s'agit d'un milieu fait de rivalités mais aussi d'entraides entre de multiples groupes plus ou moins structurés. La jihadosphère française est travaillée en 2015 par la rivalité plus globale entre les deux grands réseaux : Al Qaida (réseau classique et puissant à l'international, mais affaibli et vieilli), et ISIS (Califat jeune, dynamique mais plus attaché à l'acquisition de sanctuaires territoriaux), chacun cherchant par ses actions à se valoriser au sein de la jihadosphère pour recruter et assurer sa suprématie.

Voici un schéma permettant de bien visualiser les trois groupes et leurs liens respectifs :



La situation est donc aisément compréhensible (...) : il ne s'agit pas de frapper les ennemis directs de l'islam mais de séparer la communauté musulmane du reste de la société.

Il faut donc frapper les zones les plus proches :

- cible non musulmane permettant de séparer les deux groupes ;
- cible musulmane intégrée (qualifiée d'apostat et méritant donc la mort), les membres des forces de l'ordre musulmans sont donc systématiquement visé sans pitié (que ce soit par les frères Kouachi comme par Coulibaly).

L'action peut survenir à partir de l'extérieur (situation privilégiée par AQ mais rendue compliquée par les systèmes de surveillance contre-terroristes européens) ou à partir d'éléments locaux radicalisés (donc exclus de la société française).

Voici le schéma d'une opération jihadiste « optimale » :



Par voie de conséquence, observons le résultat recherché par les attentats jihadistes en France en 2015 :



C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut analyser les réactions politiques et sociales françaises aux attentats de janvier et constater que toute stigmatisation (par exemple celles d'un parti politique récemment rebaptisé « Les Républicains »), toute réaction violente amalgamant les musulmans aux jihadistes ou exigeant d'eux des réactions imposées, va en réalité répondre aux souhaits et aux objectifs des auteurs des attentats.

L'objectif à long terme des jihadistes en France peut être résumé de la manière suivante :



Nous sommes bien évidemment loin – et c’est heureux – de cette situation, mais il est évident que chacune des initiatives ou des actes de nos hommes politiques, comme de chacun de nous, devrait être pesé et apprécié à l’aune de ce que recherchent les jihadistes.

Ces schémas, forcément simplificateurs, n’apprendront pas grand-chose à tous ceux qui ont réfléchi, même intuitivement, à la situation. Ils éclairent d’un jour nouveau à la fois les critiques et accusations d’islamophobie injustement adressées à Charlie hebdo (et à tous les manifestants), et les réactions

lâches et clientélistes de nos politique, plus prompts à exploiter politiquement les attentats jihadistes qu'à convertir en actes concrets et efficaces la prise de conscience collective qui a suivi le choc émotionnel de janvier 2015.

On le voit, la solution est dans ce qui fera échec au but recherché par les jihadistes, et non dans un renforcement d'une surveillance, un abandon de nos valeurs et de nos principes. La solution est politique, économique, sociale, humaine, et non juridique ou policière.

Analysons donc les « ingrédients » privilégiés par les jihadistes pour leurs actions en France :



Les attentats sont aujourd'hui conçus et pensés de manière à générer des « effets multiples » sur les trois groupes concernés en même temps :

- brutalisation du groupe non-musulman ;
- mobilisation du groupe musulman ;
- prise de l'ascendance au sein de la jihadosphère.

Cela implique des opérations caractérisées par :

- le choix précis des cibles (on est loin des attentats

aveugles à la bombe) ;

– la saturation médiatique ;

– l’ultra-violence des moyens ;

– le martyr des auteurs (j’avais déjà écrit à quel point l’arrestation des auteurs vivants est importante pour contrer les effets de ces actions).

J’ai essayé de synthétiser les effets des différents types d’actions jihadistes, ce qui permet d’en exclure certaines, et d’en craindre d’autres. Je précise que ce tableau se place du point de vue de la « logique jihadiste ». Il ne s’agit donc ni de soutenir, ni d’excuser les attaques terroristes, mais d’essayer d’en comprendre les sous-jacents du point de vue des leaders jihadistes :



On peut ainsi classer Charlie comme un « ennemi symbolique de la foi musulmane » (ce qu’il n’est pas mais qui reste son image au sein de la communauté musulmane). Mais c’était déjà le cas de la cathédrale de Strasbourg (visée par un projet d’AQ en 2000).

Il est à craindre désormais des opérations contre des cibles à plus forte valeur émotionnelle (hôpitaux, maternité, école, habitations privées...), et des attaques encore plus dynamiques (par exemple le débarquement sur la côte de commandos suicide armés).

En guise de conclusion provisoire, il est intéressant de signaler que les actions jihadistes s’inscrivent désormais dans une démarche différente de celles des attentats précédemment commis en France par des mouvements islamistes : le but des jihadistes n’est plus aujourd’hui de châtier la France, de lui faire peur, de l’amener à changer sa politique internationale, son soutien à tel ou tel régime, ou à telle

opération jugée anti-islamique. Le but des jihadistes n'est plus de « terroriser » la France, mais d'exporter le conflit. Il s'agit donc désormais davantage d'actions militaires que d'actions terroristes, pensées mais aussi exécutées dans un cadre stratégique global, avec des moyens d'ailleurs de plus en plus militarisés.

De même, on notera la disparition des attaques des moyens de transport et de communication (cible privilégiée par AQ pendant longtemps : avions, trains, bus...), principalement du fait de l'adaptation des services de contre-terrorisme à ce type de ciblage.

Enfin, nous ne traiterons ici que de la France. Le but d'opérations terroristes dans d'autres pays (les États-Unis par exemple) n'obéissant pas aux mêmes analyses des jihadistes, ni aux mêmes objectifs.

Cette spécificité de la situation en France, et la fragilité qu'elle exprime aux yeux de fanatiques du jihad, explique pourquoi notre pays est actuellement au premier rang des cibles menacées, et va le rester longtemps encore.

(à suivre pour une mise à jour et un approfondissement des actions jihadistes en France en 2016)

Aviation contre Etat Islamique



Chasseur Rafale de l'opération Chammal, emportant 4 bombes à guidage laser, une nacelle de désignation DAMOCLES et 3

réservoirs supplémentaires de carburant (état-major des armées/ministère de la Défense)

L'info délivrée par les instances officielles: un besoin de décryptage

Chaque jour ou presque, l'US Central Command publie une liste des frappes aériennes menées en Irak et en Syrie contre l'Etat Islamique (EI) dans le cadre de l'opération *Inherent Resolve*. Il s'agit de l'énumération des actions lors desquelles un ou plusieurs appareils de la coalition ont délivré (1) un ou plusieurs armements sur une ou plusieurs cibles, dans des périmètres géographiques donnés. Voici à titre d'exemple une copie du communiqué du 29 janvier 2015.



Cliquer sur l'image pour l'agrandir

Difficile pour le public, en partant d'un tel document, de se figurer les effets réels de ces opérations sur l'Etat Islamique, ses infrastructures, ses capacités économiques et militaires, son assise politique. Pour s'en faire une idée et tâcher de modestement déterminer quelques liens de cause à effet, votre serviteur a travaillé selon plusieurs axes qu'il a ensuite fallu faire converger. Tout d'abord, des sources militaires ont bien voulu faire preuve de pédagogie à son endroit, tout en restant dans les limites de leur devoir de réserve et de confidentialité. Ensuite, le suivi quotidien de l'actualité « du terrain » fut – et demeure – un morceau de bravoure car les sources pullulent, mais la plupart sont partisans. Il s'agit donc plus souvent de propagande que d'information objective. Une fois l'information recueillie, vient le temps de son traitement. Il faut alors opérer de fastidieux recoupements pour séparer le bon grain de l'ivraie, éliminer ce qui est faux, dépouiller ce qui est enjolivé. Qu'il soit entendu que les sources occidentales ou pro-occidentales, officielles ou non, ne sont pas nécessairement

d'une fiabilité plus considérable que les autres.

Les buts et contraintes des belligérants

L'Etat Islamique administre un territoire, exploite ses ressources, commerce avec le monde extérieur. Et comme il s'est donné une vocation expansionniste, il doit pouvoir conduire des opérations militaires offensives pour conquérir de nouveaux territoires, et défensives pour les conserver.

Il a besoin de voies de communication praticables afin de pouvoir importer les denrées qu'il lui faut, exporter les produits de contrebande qui lui assurent des revenus, permettre les activités normales des populations (2) – agriculture, industrie, services, consommation – et enfin faire manœuvrer ses forces et les approvisionner en renforts, relèves et denrées nécessaires à la conduite des opérations. Il a besoin d'énergie – carburant, électricité. Il a besoin des infrastructures permettant l'extraction du pétrole brut. Il a besoin d'ateliers dédiés à la maintenance de son matériel militaire. Il a besoin de chefs politiques, et de cadres chargés de convertir les directives de ces derniers en actions. Il a besoin que tous les échelons – du politique à l'opérationnel sur le terrain – puissent s'échanger ordres et informations, si possible en temps réel. La liste n'est pas exhaustive mais embrasse l'essentiel du spectre.

La coalition, elle, doit perturber autant que possible le fonctionnement de la machine EI. Empêcher l'extraction du pétrole pour asphyxier économiquement l'EI. Eliminer les chefs et les cadres pour perturber la continuité politique. Priver les combattants de leur liberté de manœuvrer et de communiquer pour épuiser le potentiel offensif de l'EI. Enrayer le train de bataille qui achemine vivres, munitions, pièces, carburant, matériels et combattants là où ils sont nécessaires pour éroder l'efficacité tactique de l'EI sur le terrain. Nuire à la transmission des ordres et informations pour interdire la coordination d'opérations de grande envergure. Appuyer les

acteurs au sol de la *proxy-war* (3) dans leurs opérations offensives ou défensives face à l'EI pour reprendre le contrôle des territoires tenus par ce dernier. Mais cela ne va pas sans contraintes.



Image du passé: des blindés de l'EI circulant ouvertement, impunément, groupés, par grand beau temps. C'était avant la menace aérienne.

Pour les adversaires des jihadistes, un enjeu considérable est d'éviter que les populations sunnites finissent par se reconnaître massivement dans les revendications et méthodes de mouvements tels que l'EI ou Al Qaeda (4). Cela implique que l'on empêche autant que possible les frappes de tuer ou blesser des civils. Mais cela nécessite aussi d'éviter qu'elles portent atteinte à leurs conditions de vie en endommageant des infrastructures et des biens indispensables aux populations. Pour satisfaire à ces exigences, les forces répondent à des **règles opérationnelles d'engagement** (ROE) indexées au plan d'opération. Elles se présentent sous la forme d'un catalogue indiquant les conditions à réunir pour pouvoir « traiter » (5) une cible. Elles sont naturellement confidentielles, mais l'ennemi apprend à les connaître à la lumière de l'expérience que vous lui avez donnée de vous-même en le frappant... ou non, justement. L'observateur lointain fait de même avec, il faut l'assumer, un certain degré d'imprécision qui doit incliner à l'humilité.

Sur quoi tirer? Sur quoi ne pas tirer?

Les détails des ROE de la coalition sont confidentiels, mais les grandes lignes en sont connues. Les militaires qui ont bien voulu m'en toucher trois mots ont cité les opérations aériennes israéliennes dévastatrices à Gaza lors de l'été 2014 comme l'exemple de ce que l'on veut éviter. S'agissant des personnels, véhicules, marchandises et équipements, n'est une

cible que ce qui est formellement identifié, visuellement, comme ennemi et qui ne soit pas directement environné par des dommages collatéraux en puissance. S'agissant d'infrastructures et de bâtiments stratégiques, il n'est pas interdit de supposer qu'on préfère frapper de nuit, afin de limiter la probabilité de toucher des civils évoluant à proximité. Un moyen courant de procéder est le recours à un dispositif de désignation de cible, qui associe une caméra thermique à haute résolution et un émetteur de rayon laser permettant de guider l'armement. Ces équipements sont embarqués sous forme de nacelle par les avions de combat, et de « boule optronique » par les drones. Le document ci-dessous vise à vulgariser le concept pour les non-initiés.



Cliquer sur l'image pour l'agrandir

Le théâtre des opérations en Syrie et Irak présente des difficultés particulières pour les aviations occidentales si on le compare, par exemple, à ce qu'elles connurent en Libye en 2011. En Libye, certains secteurs, notamment au début du conflit, permettaient l'application de ROE très souples dans la mesure où l'adversaire désigné y possédait le monopole de certains moyens aisés à identifier – blindés, artillerie lourde, etc. Les combattants jihadistes, eux, font par exemple largement usage de véhicules fort courants dans ces contrées. Ainsi l'inconscient collectif associe volontiers les pickups Toyota aux jihadistes. Or, ces véhicules sont omniprésents dans presque tous les endroits du globe où le terrain est difficile, y compris et surtout aux mains de personnes pacifiques qui les emploient comme bêtes de somme dans le cadre d'activités professionnelles ou privées. De même, un camion ou un autocar civil non armé mais chargé de combattants, vu depuis 6.000 m d'altitude, même avec une belle résolution d'image, ressemble au même véhicule chargé d'ouvriers. Des ROE conservatrices conduiront à ne pas ouvrir

le feu contre un tel but. Cela répond en grande partie à la question de savoir comment l'EI a pu continuer à assurer des relèves et à envoyer des renforts et du matériel à Kobané alors qu'avions de combat et drones veillaient au grain. Gageons aussi, et c'est là un exemple qui donne toute sa pertinence à la comparaison avec les ROE israéliennes à Gaza lors de l'été 2014, qu'une position d'artillerie établie à proximité immédiate d'une zone peuplée – cernant de plus en plus précisément les ROE de l'ennemi, l'EI s'y adapte – ne sera a priori pas traitée par l'aviation. Il serait toutefois naïf de croire que ces opérations aériennes ne font pas de dommages collatéraux. Les ONG comme l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme et *Raqqa is Dying Silently* sont formelles: les bombardements de la coalition font des victimes non belligérantes. On ne sait pas l'éviter et c'est un problème. Il importe également de noter que la couverture nuageuse prive l'aviation de son acuité visuelle, et l'on remarque un très net ralentissement du rythme des frappes quand la météo est défavorable. C'est logique quand les ROE exigent qu'une cible soit formellement confirmée hostile. Et quand il fait beau, il est désormais courant de voir les combattants de l'EI allumer des feux d'hydrocarbures et/ou de pneus pour générer une épaisse fumée qui handicape l'aviation.



Cliquer sur l'image pour l'agrandir

Enfin, l'un des exercices les plus exigeants dans le domaine de l'attaque au sol depuis les airs est l'appui tactique au profit des troupes au sol. Il exige rigueur, méthode et précision tant des aviateurs que des combattants au sol eux-mêmes. Or, le théâtre mésopotamien cumule certains facteurs lourdement limitants dans ce domaine crucial. Le premier tient au niveau de compétence en la matière des acteurs de la *proxy-war* : tant parmi les forces irakiennes de sécurité qu'au sein des diverses milices opposées à l'EI, nul ne présente une

maîtrise du contrôle aérien avancé comparable à celle des opérateurs occidentaux spécialisés qui ont amplement mûri cette discipline en Afghanistan – sans pour autant que ça les ait rendus infaillibles dans l'exercice de cet art difficile.

Le deuxième facteur limitant, et non des moindres, est une certaine similitude de matériels entre l'EI et ses opposants, notamment en Irak. Humvee, MRAP et autres véhicules occidentaux équipent massivement l'armée irakienne, mais aussi l'EI qui a fait main basse dessus lors de ses conquêtes fulgurantes de l'été 2014, et certaines milices qui se sont également servies au passage. Quand, en pleine bataille à Baiji, deux bombes alliées coup sur coup tombent sur les forces de sécurité irakiennes, les effets cumulés d'un guidage déficient et d'une identification visuelle compliquée ne sont sans doute pas loin (cf vidéo ci-dessous, vers 2 min 00).

Qu'est-ce qui a changé depuis le début des frappes?

La tendance nette qui se dégage depuis que les opérations aériennes suivent leur rythme de croisière, c'est que l'EI ne parvient plus guère à avancer de manière substantielle, comme il a pu le faire jusqu'à l'été 2014. La coordination d'imposantes offensives terrestres nécessite un trafic radio intense qui attire l'attention des moyens de surveillance électronique, et que les armées modernes savent localiser. La mise en mouvement de nombreux jihadistes accompagnés de véhicules de combat et d'un train de bataille abondant offrirait en outre une cible trop aisée aux aviateurs. Le suivi des opérations semble montrer que les manœuvres de grande ampleur sont désormais limitées en temps et en distance, et se tiennent dans le cadre de contre-attaques parfois extrêmement violentes et efficaces mais sans commune mesure avec les offensives éclair qui ont vu la débâcle des forces de sécurité irakiennes à l'été 2014. C'est une évidence: quand on n'était pas soumis à la menace aérienne et qu'on le devient, on s'adapte et on change de modes

opératoires car le contraire serait stupide. Or, les coordinateurs militaires de l'EI ne sont pas stupides.

Si l'EI ne conquiert plus guère, ce qui est stratégiquement fort ennuyeux pour une organisation qui s'est donné une vocation expansionniste, il reste toutefois redoutable dans d'autres domaines. Ses coups de main limités mais violents contre des postes frontière jordaniens et saoudiens (6), impliquant de longues distances parcourues sur route à travers le désert sans être inquiété par l'aviation, démontrent que les aéronefs de la coalition ne peuvent être partout, que l'EI sait déplacer de petites forces de raid correctement camouflées – passant sans doute pour du trafic civil – et que la sécurisation des frontières saoudienne et jordanienne ne sera possible qu'après avoir dégagé les bords de l'Euphrate, où les jihadistes sont désormais solidement implantés et d'où il essaient pour inquiéter les Etats voisins.

Autre domaine d'excellence de l'EI, son aptitude à défendre ses possessions peut poser de sérieux problèmes. Si l'aviation a pu contribuer à évincer les jihadistes de Kobané, d'autres secteurs urbains comme par exemple Baiji, en Irak, sont le théâtre de contre-attaques furieuses et souvent couronnées de succès chaque fois qu'une parcelle de territoire a pu être récupérée par les forces irakiennes de sécurité. A voir Kobané après la bataille, et étant entendu que tarir les flux logistiques de l'EI semble impossible via les ROE actuelles, il semble que pour chasser l'EI d'une grosse agglomération, il faille infliger à celle-ci des destructions monstrueuses. Sinistre perspective. A noter également qu'en recherchant le combat d'extrême proximité avec l'ennemi en milieu urbain, l'EI empêche l'action de l'aviation en soutien direct. La probabilité de tir fratricide est alors trop élevée, et la décision de délivrer l'armement ne peut être prise.



Février 1943: le drapeau soviétique flotte sur Stalingrad

libérée mais... en ruines. Les combats acharnés de Kobané et l'état dans lequel ils ont laissé la ville ont incliné certains à faire le parallèle avec Stalingrad. Dans quel état seront les autres grandes villes tenues par l'EI après leur « libération »? Et dans quelles dispositions seront les populations?

La victoire est-elle possible?

Le général français Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées, a plusieurs fois affirmé que la victoire contre l'EI ne faisait pas de doute, dans la mesure où sa liberté de manœuvrer et de communiquer se trouve sévèrement mise à mal par les forces de la coalition et leurs alliés au sol. Mais lui-même et tous les responsables crédibles qui se sont exprimés sur la question ont également dit et répété que ce serait long (7). A voir le califat de Raqqa désormais contraint à une posture globalement défensive – hormis les quelques raids dont nous parlions ci-dessus – alors que sa vocation affirmée est l'expansion, il est permis de croire qu'à force de patience et d'obstination, il sera possible de le vaincre, tout au moins en Syrie et en Irak. Mais pour quelle victoire, acquise à quel prix?

Les opérations sont financièrement onéreuses, et à voir la situation depuis le Yémen jusqu'au Mali, il faut se poser la question de la capacité occidentale d'ubiquité à long terme pour faire face à une multiplication des foyers jihadistes: cette capacité décroît d'année en année pour des raisons principalement économiques. De plus, la *proxy-war* met en scène des acteurs nombreux et différents, dont chacun poursuit des buts souvent en contradiction avec ceux des autres et avec les nôtres. Certains de ces partenaires horripilent les populations sunnites avec lesquelles, doux euphémisme, ils ne sont pas tendres. Il faudra de la patience et le sens du long terme pour venir à bout de l'EI. Mais si tout ce temps passé à souffrir pousse les populations sunnites dans les bras

d'autres mouvances jihadistes, ce sera une victoire à la Pyrrhus. D'autant que gérer les mouvances chiites, kurdes, alaouites et autres qui auront « gagné » pour nous la guerre au sol risque de causer des migraines carabinées dans les chancelleries occidentales. Ce ne sont d'ailleurs pas des acteurs désormais décomplexés comme la Turquie, l'Egypte, l'Iran et les monarchies de la région qui rendront le syndrome moins douloureux.

Jean-Marc LAFON

(1) « *Délivrer* » un armement: terme militaire exprimant le fait d'envoyer, larguer, tirer un armement (bombe, missile...) sur une cible.

(2) *Totalitaire ou pas*, l'EI a besoin de la population de ses territoires. Il y trouve de la main d'œuvre, mais aussi l'assise territoriale de sa légitimité politique.

(3) *Proxy war*: guerre par procuration, définie par Oxford Dictionaries comme une guerre initiée par une grande puissance sans qu'elle s'y implique directement. En l'occurrence, ce sont les combats au sol contre l'EI qui sont parfois ainsi désignés, puisque les puissances de la coalition n'y participent pas.

(4) La déclinaison locale d'al Qaeda en Syrie est le front al Nusra, qui a récemment fait l'objet d'un billet dans le présent blog : <http://kurultay.fr/blog/?p=68> Al Qaeda Irak est devenu Etat Islamique en Irak, puis l'Etat Islamique en Irak et en Syrie que nous connaissons aujourd'hui et qui s'est détourné d'al Qaeda.

(5) *Traiter [une cible]* : en langage militaire, mettre en œuvre les mesures directes nécessaires à la destruction d'une cible. Il s'agit le plus souvent d'appliquer des feux, de délivrer de l'armement. Cf (2).

(6) Le général saoudien Oudah al-Belawi a ainsi été tué lors

d'une de ces attaques, début janvier 2015 à Suweif, poste frontière au nord de la ville saoudienne d'Arar: www.telegraph.co.uk

(7) Cité dans un Article de Michel Cabirol pour la Tribune, latribune.fr article du 21/11/2014 : « La lutte sera longue et il faudra gérer au mieux la pression du temps court, dans nos sociétés actuelles qui exigeront des résultats rapides »

Etat Islamique et Stratégie



« De la
guerre », par
Carl von
CLAUSEWITZ

En préambule, pour se mettre sur la même longueur d'ondes, entendons-nous sur une acception commune du terme « stratégie ». Voyons-y, pour une grande entité humaine, le fait de **se donner des buts politiques essentiels puis, pour les atteindre malgré les obstacles, d'optimiser et coordonner l'ensemble de ses moyens**. La stratégie est constituée des réponses à quelques questions clefs. Quel état final recherché ? Pour l'atteindre, quel cadre éthique ? Quels moyens et méthodes ? Quels sacrifices ? La stratégie, dans notre contexte mondialisé, est un art hautement politique où le domaine militaire est un outil parmi tous les autres disponibles dans l'atelier.

Lors d'échanges sur les réseaux sociaux, la question de la stratégie de l'Etat Islamique en Irak et au Levant est parfois

abordée. Je choque souvent en affirmant que l'EI est pourvu d'une stratégie parfaitement nette qu'il ne perd jamais de vue, là où bien des Etats ont laissé leur vision stratégique se flouter à force de ne plus appréhender que le court terme politique. Un argument que l'on m'oppose avec récurrence est : **« se mettre tout le monde à dos n'est pas une stratégie valide »**. Et pourtant...

✘ L'EI a ceci de nouveau que 1) il a fondé un Etat en s'emparant d'un territoire, de ses ressources, administrant l'un tout en exploitant les autres et 2) il s'est donné dès le départ une vocation expansionniste sans limite, ni dans l'espace, ni dans le temps. La conjonction du 1 et du 2 n'était pas arrivée de mémoire de chef d'Etat quinquagénaire. Les territoires et les ressources dont bénéficie l'EI ne pouvaient être pris que par la force à leurs précédents propriétaires. L'expansion est obtenue par la guerre. Elle est le fruit de la victoire militaire. Ou des allégeances nouvelles, mais on ne prête allégeance qu'aux forts. La guerre est un passage obligatoire pour l'EI. Le jihad en l'occurrence. Son but politique est le califat global sous le régime de la charia. **Une vision de long terme, irréalisable pacifiquement.**

Alors « se mettre tout le monde à dos », est-ce une stratégie valide ? A mon humble avis, la question ne se pose pas en ces termes. **La vraie question serait plutôt de savoir si ce fameux « tout le monde » est en mesure de détruire le califat de Raqqa.** De le priver de son sol, de ses ressources, et de militants assez nombreux, motivés et organisés pour remettre le couvert ailleurs. En Libye post-BHL par exemple. Qu'on me pardonne de remuer le couteau dans la plaie, mais les talibans afghans figurent moins que jamais dans la liste des espèces menacées, et je vois mal pourquoi l'EI y entrerait avant eux. Or, il est une contrainte à laquelle même les plus grands conquérants ont dû se plier : **ce que tu ne peux détruire, tu devras un jour négocier avec.** Demandez à l'oncle Sam et aux

frères Castro...

✘ Sur le terrain, qu'avons-nous pour détruire l'EI, et éviter de devoir négocier avec lui un jour ? Des Kurdes, des Alaouites, des Chiites, qui se battent pour atteindre leurs objectifs respectifs, pas les nôtres. Il y a également des soldats de divers horizons à qui il manque une excellente raison de mourir. Car **pour faire un vrai soldat, il faut un consentement au sacrifice suprême** – et on ne l'obtient pas sans bonnes raisons. Enfin, nous avons des « modérés » dont beaucoup refusent qu'on les qualifie de tels, et dont la « modération » se résume souvent à n'être estampillés ni EI, ni Al Qaeda. Certains ont d'ailleurs tendance à prêter allégeance à l'EI quand leurs intérêts le nécessitent. Sinon, nous avons des avions, mais déjà que d'en bas on ne voit pas tout, alors si l'on n'est présent qu'en haut...

Si l'occidental a les chronomètres, le jihadiste a le temps. Or, si les dynamiques actuelles ne sont pas inversées, le temps nous mène vers une Syrie à trois axes forts : Assad, et les deux structures jihadistes pourvues d'une stratégie digne de ce nom: Jabhat al Nosra (Al Qaeda) et l'Etat Islamique. Ailleurs, la meilleure défense de l'EI est l'attaque. Il attaque en Irak et se renforce dans ses bastions syriens tout en négociant régulièrement de nouvelles allégeances de groupes rivaux. Les territoires irakiens sont la variable territoriale, où le jeu de certaines tribus sunnites peut rendre très long le processus de neutralisation de l'EI. Nous verrons ce qu'il adviendra en Jordanie et Arabie Saoudite. Pendant ce temps, l'EI progresse en Libye via ceux qui lui ont prêté allégeance. Sans doute une future menace solide de la bande sahélienne et du Maghreb, sans parler du Sinaï, du Caucase et de maints foyers en Asie. Alors, la guerre, combien de temps, et pour quels résultats ? Pour donner l'échelle, « notre » guerre en Afghanistan a démarré dans la nuit du 7 au 8 octobre 2001. **Et les Etats-Unis négocient désormais avec les talibans, faute d'avoir pu monter une coalition assez**

cohérente pour ramener la guerre à ce qu'elle est dans le fond : un acte visant une finalité politique identique pour tous les « alliés ».



La guerre en Afghanistan n'est pas gagnée, pour bonne partie faute d'un but clairement défini et communément admis. Détruire les talibans ? Foutaise. Détruire la corruption ? Foutaise (bis). Quoi d'autre ? Pas tous en même temps SVP. Et les but de la guerre contre l'EI, quels sont-ils ? J'entends ici et là « détruire Daesh ». Ah OK... Les mêmes causes produisant les mêmes effets, sauf à envoyer les politiciens occidentaux en exil sur la lune et à les remplacer par des techniciens sachant se passer des conseils de philosophes entartés ou d'anthropologues du fait religieux (à tes souhaits), je crains fort que sur le terrain de la stratégie d'Etat, la critique des USA et de leurs alliés, y compris la France, soit plus urgente que celle de l'EI. **L'invincibilité n'existe pas. L'incompétence, si.** N'étant spécialiste de rien, je ne poserai pas de diagnostic. Mais je me permets quelques questions et j'invite le lecteur à en faire autant.

Jean-Marc LAFON